ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 35.113/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 19 mars 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "instaurant un système de notifications électroniques entre le service public fédéral finances et certains officiers ministériels, fonctionnaires publics et autres personnes", a donné le 24 mars 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 35.113/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 maart 2003 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende invoering van een electronisch systeem van notificaties tussen de federale overheidsdienst financiën en sommige ministeriële officieren, openbare ambtenaren en andere personen", heeft op 24 maart 2003 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait que :

- la simplification administrative, et en particulier la simplification des procédures fiscales, et le développement de l'E-government constituent des objectifs prioritaires inscrits dans l'accord de gouvernement;

- le gouvernement a décidé de réaliser un certain nombre d'applications pratiques en matière de e-gouvernement et plus particulièrement de développer un système de notifications électroniques dans le cadre de la collaboration obligée des notaires;

- les adaptations des dispositions légales proposées sont uniquement de nature à simplifier les procédures administratives existantes en offrant la possibilité d'effectuer une série de formalités on line sans qu'il soit touché aux principes énoncés dans les dispositions concernées;

- ce système de notification électronique doit être mis en oeuvre pour le début du mois de juin 2003 suite à l'accord conclu entre la Fédération Royale du Notariat Belge et le SPF Finances; que les analyses et préparatifs techniques ont déjà été effectués dans les limites des moyens budgétaires octroyés à cet effet; qu'il faut éviter de perdre tout ou partie des investissements déjà réalisés;

- la Fédération Royale du Notariat Belge a déjà sensiblement modifié son organisation interne en vue de cette mise en oeuvre;

- cet arrêté doit être soumis, avant sa publication et avant la dissolution du Parlement, aux Présidents de la Chambre des représentants et du Sénat.".

*

* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

*
* *

Compte tenu du très bref délai qui lui est imparti et du nombre d'affaires qui lui sont soumises en urgence, le Conseil d'Etat se borne aux observations qui suivent.

1. Le fonctionnaire délégué a confirmé que les modifications apportées à l'article 433 du Code des impôts sur les revenus 1992 s'appliqueront sur tout le territoire du Royaume, à l'exception de la Région flamande - en ce qui concerne le précompte immobilier - conformément au décret du 30 juin 2000 contenant diverses mesures d'accompagnement de l'ajustement du budget 2000, qui a substitué aux receveurs des contributions, le "fonctionnaire autorisé à cet effet par le Gouvernement flamand", en ce qui concerne ledit précompte (article 20).

De la sorte, tout excès de compétences est évité. Néanmoins, pour éviter toute méprise sur le champ d'application respectif des deux versions de l'article 433 du Code et, partant, sur celui du système de notifications électroniques instauré par le projet d'arrêté présentement examiné, le rapport au Roi doit être complété sur ce point [(1)].

---

(1) De même, la présentation de l'article 433 sur le site "http://www.fisconet.fgov.be" gagnerait à être corrigée; celle-ci induit en erreur sur la portée exacte des modifications apportées par la Région flamande audit article (en élargissant le champ d'application du texte au-delà de ce qu'a prévu le décret) et, par voie de conséquence, sur celle des mesures projetées aujourd'hui par l'autorité fédérale.

2. Tant l'alinéa 4 du paragraphe 2 de l'article 433 du Code des impôts sur les revenus 1992, en projet, que l'alinéa 4 du paragraphe 1erbis, de l'article 93ter, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, en projet, charge le Ministre des Finances, son délégué ou l'autorité compétente (2) des conditions et des modalités d'application de la notification de l'avis par voie informatique ou télématique.

Il ressort du rapport au Roi que la notification de la réception de l'avis doit être adressée à la Fédération Royale du Notariat Belge, laquelle est chargée de répercuter cette réception auprès de chacun des notaires concernés et que "si le notaire expéditeur ne reçoit pas cet avis de dépôt, le délai de douze jours ouvrables ne pourra commencer à courir et une nouvelle procédure d'envoi devra, dès lors, être initiée.".

Compte tenu de l'importance de la date de notification de la réception de l'avis, une telle habilitation qui porte sur des aspects essentiels, ne peut être admise. Ces précisions devraient figurer dans la disposition en projet de manière à ce qu'elles fassent l'objet d'une confirmation par le législateur.

---

(2) En ce qui concerne l'autorité compétente en matière communale et provinciale, voir l'avis 34.913/VR, donné le 4 mars 2003 sur un projet de loi "modifiant l'article 10 de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales" qui s'exprime comme suit :
"L'établissement et le recouvrement des impôts communaux et provinciaux relèvent de l'organisation, de la compétence et du fonctionnement des institutions provinciales et communales.
Le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils ne disposent pas autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées. Sauf dispositions contraires, le législateur spécial a transféré aux communautés et aux régions l'ensemble de la politique relative aux matières qu'il leur a attribuées.
A l'exception de la compétence réservée au législateur fédéral par l'article 170, § 4, de la Constitution, il y a donc lieu de considérer que les régions sont, en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980, seules compétentes pour fixer les règles que doivent respecter les provinces et les communes lorsqu'elles établissent et recouvrent des impôts.".

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt :

"L'urgence est motivée par le fait que :

- la simplification administrative, et en particulier la simplification des procédures fiscales, et le développement de l'E-government constituent des objectifs prioritaires inscrits dans l'accord de gouvernement;

- le gouvernement a décidé de réaliser un certain nombre d'applications pratiques en matière de e-gouvernement et plus particulièrement de développer un système de notifications électroniques dans le cadre de la collaboration obligée des notaires;

- les adaptations des dispositions légales proposées sont uniquement de nature à simplifier les procédures administratives existantes en offrant la possibilité d'effectuer une série de formalités on line sans qu'il soit touché aux principes énoncés dans les dispositions concernées;

- ce système de notification électronique doit être mis en oeuvre pour le début du mois de juin 2003 suite à l'accord conclu entre la Fédération Royale du Notariat Belge et le SPF Finances; que les analyses et préparatifs techniques ont déjà été effectués dans les limites des moyens budgétaires octroyés à cet effet; qu'il faut éviter de perdre tout ou partie des investissements déjà réalisés;

- la Fédération Royale du Notariat Belge a déjà sensiblement modifié son organisation interne en vue de cette mise en oeuvre;

- cet arrêté doit être soumis, avant sa publication et avant la dissolution du Parlement, aux Présidents de la Chambre des représentants et du Sénat.".

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State beperkt de afdeling Wetgeving van de Raad van State zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

*

* *

Gelet op de zeer korte termijn die de Raad van State is toegemeten en op het grote aantal zaken dat hem met verzoek om spoedbehandeling is voorgelegd, beperkt hij zich tot het maken van de volgende opmerkingen.

1. De gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat de in artikel 433 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 aangebrachte wijzigingen, van toepassing zullen zijn op geheel het grondgebied van het Rijk, met uitzondering van het Vlaamse Gewest - wat de onroerende voorheffing betreft - overeenkomstig het decreet van 30 juni 2000 houdende bepalingen tot begeleiding van de aanpassing van de begroting 2000, welk decreet de "ambtenaar daartoe door de Vlaamse regering gemachtigd" in de plaats heeft gesteld van de belastingontvangers, wat de genoemde voorheffing betreft (artikel 20).

Zodoende wordt elke bevoegdheidsoverschrijding voorkomen. Om elke misvatting omtrent de respectieve werkingssfeer van beide versies van artikel 433 van het Wetboek en bijgevolg ook omtrent de werkingssfeer van het bij het voorliggende ontwerpbesluit ingevoerde systeem van elektronische kennisgeving, te voorkomen, moet het verslag aan de Koning op dat punt worden aangevuld [(1)].

2. Zowel het vierde lid van paragraaf 2 van het ontworpen artikel 433 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, als het vierde lid van paragraaf 1bis, van het ontworpen artikel 93ter van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde

---

(1) Evenzo dient de inkleding van artikel 433 op de website "http://www.fisconet.fgov.be" te worden gecorrigeerd; deze doet verwarring ontstaan omtrent de juiste strekking van de in het genoemde artikel door het Vlaamse Gewest aangebrachte wijzigingen (door de werkingssfeer van de tekst verder uit te breiden dan het decreet heeft gedaan) en dientgevolge omtrent die van de thans door de federale overheid geplande maatregelen.

waarde, belasten de Minister van Financiën, zijn gemachtigde of de bevoegde overheid [2] ermee de voorwaarden en de nadere toepassingsregels vast te stellen voor de kennisgeving van het bericht aan de hand van informatica of telematica.

Uit het verslag aan de Koning blijkt dat de ontvangstmelding van het bericht toegezonden moet worden aan de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat, die ermee belast wordt die ontvangst te melden aan de betrokken notarissen en "indien de verzendende notaris geen bericht van neerlegging ontvangt zal de termijn van twaalf werkdagen niet kunnen aanvangen en een nieuwe verzendingsprocedure zal vanaf dan moeten worden aangevat.".

Gelet op de belangrijkheid van de datum van kennisgeving van de ontvangstmelding, kan zo een machtiging, die betrekking heeft op essentiële aspecten, niet worden aanvaard. Die verduidelijkingen zouden moeten worden opgenomen in de ontworpen bepaling zodat zij door de wetgever kunnen worden bekrachtigd.

---

[2] In verband met de overheid die bevoegd is voor gemeentelijke en provinciale aangelegenheden, zie advies 34.913/VR, gegeven op 4 maart 2003 over een ontwerp van wet "tot wijziging van artikel 10 van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen", dat als volgt luidt :

"De vestiging en de invordering van de gemeente- en provinciebelastingen vallen onder de organisatie, bevoegdheid en werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen .

De grondwetgever en de bijzondere wetgever hebben, voor zover zij er niet anders over hebben beschikt, aan de gemeenschappen en de gewesten de volledige bevoegdheid toegekend tot het uitvaardigen van de regels die eigen zijn aan de hun toegewezen aangelegenheden. Behoudens andersluidende bepalingen, heeft de bijzondere wetgever het gehele beleid inzake de aangelegenheden die hij aan de gemeenschappen en de gewesten heeft toegewezen, aan hen overgedragen.

Met uitzondering van de bevoegdheid die luidens artikel 170, § 4, van de Grondwet alleen aan de federale wetgever toekomt, moet er dus van worden uitgegaan dat de gewesten krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 alleen bevoegd zijn om de regels uit te vaardigen die de provincies en de gemeenten moeten naleven wanneer ze belastingen vestigen en invorderen.".

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	Y. KREINS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'Etat,
Madame Mevrouw	M. BAGUET,	staatsraden,
Messieurs de Heren	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	B. VIGNERON,	greffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

Y. KREINS